

Toulon le 29 octobre 2017

Monsieur le Président de la République,

Nous faisons suite à la position que vous avez prise et à votre déclaration publique du 1er juillet dernier.

Cette déclaration concerne l'abandon des grands projets de lignes TGV et de chantiers de même type, au profit de l'amélioration des transports du quotidien, avec une pause réflexion sur la mobilité à venir des populations et en conséquence sur les transports à définir.

Votre position nous a réjoui puisque notre collectif d'associations et de particuliers, comme bon nombre d'autres dans la région PACA, se bat depuis des années contre le projet insensé de construire une nouvelle ligne entre Marseille et Nice, à quelques km de la ligne existante.

Nous avons donc été surpris par Madame la ministre des transports qui abondait dans cette position mais qui a semblé t il fait volte face après avoir rencontré à deux reprises certains élus (LR) du Conseil Régional PACA.

Ces derniers en effet, refusent d'abdiquer et entendent maintenir ce qu'ils appellent "leur projet".

Il est à signaler qu'après avoir prétexté un besoin de gagner du temps entre Paris et Nice, puis soutenu celui d'une ligne entre Barcelone et Gênes, ils en sont réduits à déguiser ce projet de nouvelle ligne ferroviaire non pas en une ligne TGV, mais en une ligne de... desserte destinée prétendument à l'amélioration des transports du quotidien, afin vraisemblablement de moins heurter la population et d'épouser ainsi votre position et votre proposition.

Mais nous ne sommes pas dupes et dénonçons cette supercherie., car cette ligne dont l'estimation qui était de 5 milliards d'euros en 2005, est passée à 15 à 20 en 2016 (combien en serait le coût final..?!) ce qui en ferait le km le plus cher au monde, et ne correspond en rien à ce dont les habitants ont besoin.

Nous demandons une amélioration du matériel (entretien et rénovation) sur la ligne existante, qui n'est pas saturée comme le prétend la SNCF, et ce dans l'immédiat comme le propose Madame Borne, ministre des transports.

Comme vous l'avez à juste titre évoqué depuis votre prise de fonctions, il est temps de ne plus gaspiller l'argent public dans de tels projets mais d'agir avec compétence et bon sens dans l'intérêt général.

Aussi, nous vous demandons de ne pas faire droit à celui ci et d'ordonner son **abandon définitif** ainsi que celui de ses études, qui au 5 juillet 2016, alors qu'elles n'étaient que superficielles, avaient déjà coûté 116 millions d'euros.

Il est à noter que le président du Conseil Régional PACA a demandé à votre ministre une rallonge de 24 millions d'euros.

Nous vous joignons le dossier que nous avons adressé à Mr Hulot, dont nous n'avons pas eu de réponse, et à Mme Borne., à qui nous avons demandé un rendez vous, sans réponse non plus.

Dans l'attente de vous lire, nous vous adressons, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments distingués.

Didier CADE
Président du Collectif

Monsieur Didier CADE
Collectif Stop LGV Sud Sainte Baume
8 rue d'Espagne
83000 TOULON